

Jeudi 5 février 2009

Note d'information sur le mouvement en cours dans les Universités
Bertrand Monthubert, Secrétaire national à la recherche et l'enseignement supérieur

Situation dans les universités et la recherche

La crise s'installe durablement dans les universités. Le Parti socialiste avait prévenu le gouvernement que la réforme du statut des enseignants-chercheurs était en train de prendre une dimension très préoccupante.

Le Conseil National des Universités a demandé, à la quasi-unanimité le retrait du projet de loi relatif à cette réforme. Cette contestation légitime s'explique également en grande partie par la diminution des moyens financiers et la volonté dogmatique de suppression de postes dans un domaine pourtant reconnu comme prioritaire.

La réforme du statut des enseignants-chercheurs conduit à une modulation du service d'enseignement. Mais dans un contexte de suppression d'emploi, cela revient à imposer une dégradation du service rendu et une aggravation des conditions de travail. Nous sommes loin de l'objectif de reconnaissance du métier d'enseignant-chercheur.

La réforme de la formation des enseignants est également rejetée faute de concertation et de négociation préalable.

De plus la réforme des organismes de recherche vise au démantèlement du CNRS et au-delà à l'affaiblissement de la recherche pluridisciplinaire. Elle contredit la perspective des 3 % du PIB pourtant indispensable.

Le Président de la République, plutôt que de chercher une sortie de crise, a décidé jeudi dernier, dans un discours très agressif à l'égard de la communauté scientifique et universitaire, d'aller à la confrontation et au conflit.

Un mouvement de grève est engagé depuis lundi 2 février par la coordination nationale des universités en accord avec le Syndicat Autonome. Le front contestataire est extrêmement large et pourrait encore s'élargir dans la perspective des mobilisations du 10 février prochain.

Le Parti socialiste appelle au respect des personnels des universités et des organismes de recherche. Il demande un moratoire des réformes engagées par le pouvoir, ainsi que le gel des suppressions d'emploi dans la fonction publique. Il réclame une réorientation du budget 2009 favorisant les créations d'emplois indispensables à ces secteurs d'avenir. C'est la seule possibilité pour sortir de la crise. Le verbe intransigeant du Président de la République n'est que le symptôme de l'échec de la politique de la droite depuis sept ans dans ce domaine.

Le Parti socialiste lance une convention sur l'enseignement supérieur et la recherche, ouverte aux autres partis de gauche et aux organisations du secteur.

Un audit des politiques du Président de la République et de l'action de la droite, depuis plus de six ans, démontrera que les sommes annoncées ne correspondent pas aux actes. Nous formulerons des propositions aux niveaux, européen, national et local, s'appuyant sur l'expertise des acteurs de terrain et de la communauté scientifique.